



UNITE BRETONNE

Journal du Parti Breton

HOLL-A-UNAN

FEVRIER 2016

N° : 34

SOMMAIRE

- Editorial
Page 1
- Conseil National
Page 2 - 3
- Quid des Fédérations
Page 4 - 6
- War ar pont
Page 7
- Ar Redadeg
Page 8
- Economie
Page 9-10
- Contributions
Page 11-14
- Communiqués
Page 15-16
- La Vallée des Saints
Page 17
- Lecture
Page 18
- Citations
Page 19
- Évènements à venir
Page 20

UNE NECESSAIRE CLARIFICATION

Le temps des élections régionales est désormais révolu, il nous faut maintenant penser à l'avenir tout en profitant des éclaircissements de ce qui vient de survenir. Notre congrès du 23 avril 2016 à Dinan doit être ainsi porteur d'espoir et tirer les leçons de nos erreurs.

Les élections ont été un échec global pour le mouvement breton et particulièrement pour Christian Troadec qui visait 15% des voix pour finalement se retrouver à moins de 7%. Son choix tardif de constituer une liste de gauche en privilégiant une alliance avec quelques élus socialistes en rupture et avec l'UDB s'est révélé une erreur stratégique grave dont il se remettra difficilement. Autre enseignement, l'UDB constitue toujours une nuisance majeure pour le mouvement breton : désormais dirigé par un groupe d'illuminés marxistes-léninistes le parti fait et fera tout pour s'opposer à une dynamique d'union qui pourrait permettre des avancées décisives pour la Bretagne.

L'échec du mouvement breton est aussi le nôtre, nous n'avons pas su obliger Christian Troadec à rester dans la perspective stratégique nationaliste et notre décision de rupture a été si tardive qu'elle ne pouvait nous permettre de réussir le pari du soutien d'une liste indépendantiste. La politique est la nécessaire adaptation aux circonstances, face aux dérives de Christian Troadec nous n'avons pas su répondre de façon adéquate. L'inéluctable décision de rupture s'imposait dès le début des manœuvres de Christian Troadec, nous n'avons pas su en avoir le courage du fait du manque de cohésion de la direction du Parti. Cela commande pour l'avenir la fin de la culture du consensus, qui signifie aussi une impuissance programmée en cas de situation de crise, et le resserrement de l'équipe de direction avec la disparition du porte-parolat, jamais véritablement tenu depuis sa création en 2009, et de la seconde vice-présidence, source de complication depuis son apparition en 2010. Au-delà notre échec montre aussi notre faible implantation dans la société bretonne et donc la faible pénétration de nos idées. Ainsi avons-nous pu constater lors des élections que les principales associations culturelles étaient aux mains de personnes proches du parti socialiste. Il nous faut choisir : entrisme ou création d'associations nouvelles mais nous devons mettre en place un réseau associatif affirmant notre présence sur le terrain.

Notre congrès de Dinan doit être celui d'une nécessaire clarification. Dans ce sens plusieurs motions d'orientations doivent être présentées, ainsi entre ceux qui expliquent la nécessité de la stratégie de suivisme de Christian Troadec et ceux qui veulent l'affirmation d'une ligne nationaliste et indépendantiste il y a 2 lignes que les militants doivent trancher. Cela doit se faire en sortant de l'infantilisme politique, trop souvent caractéristique du mouvement breton, qui conduit les personnes minoritaires à y voir une injure personnelle conduisant à leur départ. C'est bien par le langage de la vérité que nous pouvons avancer et ainsi constater la nécessité d'une profonde rénovation interne de notre parti basée sur l'engagement de chacun, et d'abord des membres du CN et du Bureau, au service de nos idées et donc de la Bretagne.

Le passé récent a trop montré comment les dérives personnelles sont destructrices, surtout quand elles n'entraînent aucune réaction, aucune sanction.

Si nous voulons que la Bretagne continue à exister le temps nous est compté. Nous devons voir si ensemble nous sommes prêts à faire les sacrifices nécessaires, nous avons un peu plus de 2 mois pour préparer notre prochain rendez-vous et poser les bases d'un véritable renouveau.

Gérard Guillemot - Secrétaire Général du Parti Breton.

LE CONSEIL NATIONAL s'est réuni samedi 23 janvier à Pontivy :

La matinée a été consacrée au bilan des élections régionales, avec une discussion générale qui a permis de dégager certains thèmes de réflexion. La totalité des participants a analysé le score de la liste que nous soutenions comme mauvais ; de façon générale, les résultats des formations bretonnes ont été médiocres. Au-delà de ce constat évident certaines explications ont été avancées, notamment par Bertrand Deléon. La liste dont la constitution a été décidée très tard, au mois d'août, et qui n'a été soutenue par le Parti Breton qu'à partir du mois de septembre, a souffert d'une évidente impréparation; ceci a obligé à une improvisation permanente à tous les niveaux : communication, moyens financiers, matériels etc. Avec 21000 euros de budget notre liste n'a pu engager que de faibles dépenses se privant ainsi de tout l'ensemble de la propagande électorale. Par ailleurs, la division du Parti à l'occasion des élections, la division du mouvement breton, le contexte lié aux attentats ont encore plus brouillé la situation. Tous ces facteurs et d'autres expliquent la faiblesse du score mais sans eux notre liste aurait tout au plus fait entre 1 et 2% de l'avis général.

Pour autant plusieurs personnes ont relevé que pour la première fois une liste se disant ouvertement indépendantiste avait pu se constituer et se présenter. Son discours a été exposé aux électeurs dans la propagande électorale et dans les médias... Bien évidemment cette décision ne peut avoir de sens que si elle s'inscrit dans la durée.

Jacky Flippot et Jean-Claude Rivallain ont évoqué la situation de la Loire Atlantique où une liste d'union, dans laquelle le Parti Breton a été visible, a pu se présenter. Cela a pu se faire grâce aux militants historiques de l'UDB, mais là aussi, la nouvelle direction a tout fait pour casser la dynamique unitaire. Le résultat, même s'il n'est pas à la hauteur des espérances (Jean-Claude Rivallain expliquant que les attentats du 13 novembre ont divisé le score de la liste dans les sondages en deux en un jour) a permis de réunir plus de 16000 suffrages, dont 12500 en Loire Atlantique, soit 2,7%. Cette dynamique unitaire se poursuivra dans le cadre d'une "Coopération politique" désormais mise en place.

Les participants ont élargi l'analyse au niveau proprement politique. Pour beaucoup il apparaît que le message du Parti Breton est flou car il n'a toujours pas su assumer son orientation indépendantiste ce qui conduit à un manque de visibilité important. En fait depuis sa création notre parti s'est retrouvé divisé entre deux lignes : un indépendantisme affiché et revendiqué et un indépendantisme caché. La liste "Notre chance l'Indépendance"

marque bien une rupture de ce point de vue avec une volonté nettement majoritaire désormais dans les instances dirigeantes d'un indépendantisme affiché. Toutefois il ne faut pas cacher que, mis à part pour certains comme Bertrand, ce sont les circonstances, avec la mise à l'écart du Parti Breton par Christian Troadec, qui ont imposé chez beaucoup ce tournant. Désormais il semble difficile de revenir en arrière même si le prochain congrès peut toujours décider une autre orientation politique. A remarquer toutefois dans les discussions que l'idée de nationalisme, revendiquée comme essentielle par la majorité, pose en fait plus de problèmes que celle d'indépendance tant elle apparaît connotée dans la vision française. Les participants ont tous aussi fait le constat des difficultés de fonctionnement de notre parti : organisation, fonctionnement des fédérations, communication tout est compliqué à mettre en oeuvre. Il ne faut pas cacher que ce constat n'est pas nouveau : le manque de moyens matériels et financiers, le nombre trop faible d'adhérents investis dans le parti, quelques dizaines tout au plus, ont depuis le départ bloqué le développement de notre parti et donc la diffusion de nos idées. Pour tous c'est bien le chantier prioritaire de la prochaine direction du parti, poser concrètement un plan de développement permettant de mettre en place des structures efficaces pour propager notre discours. L'absence d'échéances électorales fondamentales avant 2020 facilitera ce travail de fond.

L'après-midi a été consacré à la préparation de notre prochain congrès. Le CN a décidé de retenir la date du samedi 23 avril et cela à Dinan, au Centre des Congrès. Gilbert Josse se charge de la préparation de l'organisation de la journée.

Il faut que lors de ce congrès les motions d'orientation claires soient proposées : 2 lignes existant dans notre parti. C'est bien la ligne majoritaire qui devra conduire le parti, le courant minoritaire étant représenté dans le CN mais pas dans le Bureau.

Certaines modifications des statuts ont été évoquées : élection du Président par le Congrès, réunion du congrès seulement tous les 3 ans, représentation féminine mais pour le moment aucune proposition concrète n'a été validée par le CN pour présentation au Congrès.

Notre Conseil national a montré la volonté de tous les participants de poursuivre leur action pour nos idées et pour la Bretagne. L'analyse de la situation a été faite sans tabou avec le constat de divergences politiques claires, à ne surtout pas confondre avec des oppositions de personne. A l'occasion de ce CN l'ensemble des participants a remercié Yves Pelle, Président du Parti Breton pour l'ensemble de son action ; il quittera ainsi ses fonctions en avril prochain après 3 mandats exercés depuis novembre 2010.



Candidats de la liste « Notre Chance l'Indépendance »

QUID DES FEDERATIONS ?

Fédération de Rennes :

Réunion du samedi 16 janvier
(Extraits du compte-rendu adressé par Olivier Berthelot)

Sur les 26 personnes inscrites seules 15 ont réussi à braver hier soir le verglas. Aussi c'est autour de plus de galettes et de boissons par personne que nous avons pu faire un bilan des dernières élections régionales (points faibles / bons points) et nous projeter vers l'avenir (Propositions de progrès pour l'avenir)

Parmi les points faibles :

3 partis bretons à se présenter c'est 2 de trop. Pas de réunion publique pour se présenter et faire connaître les orientations politiques du Parti Breton. Le terme « Indépendance » est mal perçu. Gestion des adhérents à revoir avec plus de centralisation. Commissions au sein du C.N. à mettre sur pied. Tract : même document que la profession de foi, trop chargé, pas attractif... Affiche : les yeux d'un paysan breton ou d'un marin pêcheur auraient été mieux.

Les bons points :

On a quand même eu quelques voix.

Fédération de Fougères et celle de Dinan / Saint-Malo :

Les deux fédérations se sont épaulées lors de la campagne des Régionales. Elles se préparent à la tenue du prochain Congrès

Fédération du Trégor :

Maryvonne Olivo était tête de liste de "Notre chance l'indépendance" avec 17 candidats de la liste indépendantiste lors des élections régionales des 6 et 13

Très bon contact avec les personnes lors de la campagne d'affichage. Plein de gens de bonne volonté dans le parti et dans le public à notre écoute. C'est la première fois que le mot indépendance est présent dans une élection nationale.

Propositions de progrès pour l'avenir

Faire une campagne de communication une fois par an voire deux selon le calendrier. Site internet à revoir avec un webmaster en Bretagne (plus réactif) Affirmation du mot indépendance (tracts...) Elisons notre parlement, nommons notre Gouvernement, organisons l'Etat breton... Etre plus présent en politique extérieure (contacter tous les mouvements indépendantistes de l'hexagone et d'outre-mer) Développer de nouveaux outils de communication (Commission à créer) Fichier et gestion unique des adhérents. Ne pas changer le nom du parti. Sortir du clivage franco-français: droite-gauche. Prévoir de nouvelles alliances en priviliégiant la partie civile, l'associatif... Définir des objectifs clairs, concrets par rapport aux lignes définies.

avec la charge pour celle de Dinan de l'accueil (local et gestion de la journée...) des participants.

décembre. Thierry Jigourel, numéro 2 sur la liste : "On ne s'est pas vraiment posé la question du score que l'on souhaitait réaliser. Ce que l'on veut, c'est que le mot

"indépendance" fasse son chemin dans la tête des Bretons." Cette liste était constituée de membres du Parti Breton et d'anciens bonnets rouges

Fédération du Léon :

Patrick Merdy, comme précédemment annoncé, a proposé à la Fédération de le remplacer en tant que Secrétaire fédéral. C'est Antoine Loaleneur, candidat au

Fédération de Cornouaille :

Comme à Lorient, lors de la campagne électorale, le travail a reposé sur les épaules de quelques-uns, mais il a été accompli. La dernière réunion de la Fédé-

avec trois axes forts : l'économie, l'emploi et le rattachement administratif de la Loire-Atlantique à la Bretagne.

poste, qui devrait lui succéder si les militants le décident lors de leur prochaine réunion.

ration s'est faite le samedi 6 février et une autre va être programmée sous peu en vue de préparer le Congrès et élire un nouveau Bureau.

Section du Kreiz Breizh (Centre Bretagne)

La section s'est retrouvée samedi 26 janvier au café « Noz Vad » à Carhaix, comme elle le fait chaque dernier samedi du mois à 18 heures du soir. La réunion est suivie d'un repas convivial permettant de prolonger les échanges. Chacun paie sa quote-part. Yves Rémond, son Secrétaire, a commenté la réunion du Conseil National du 23 janvier à Pontivy auquel il a participé (cf. compte-rendu du C.N. en page 2 du journal).

Concernant la campagne des élections régionales et ses résultats les points positifs suivants ont été soulignés :

- Pour une première fois en Bretagne, la notion d'indépendance a été introduite dans une campagne électorale.
- L'arrivée de sang neuf dans le Parti.
- Si une liberté d'alliance peut se concevoir dans les élections du niveau local elle ne doit pas se faire avec les partis français dans les élections « nationales ».
- Pour ce qui est des élections législatives qui suivront la Présidentielle de 2017 les composantes de l'Emsav doivent pouvoir être parties prenantes, soit seules avec un accord minimum entre les

formations (non agression, ou mieux soutien) soit sous une candidature d'union avec un programme agréé par tous, selon les circonstances.

Un communiqué a été adressé aux journaux Le Poher / Le Télégramme / O.F. / et à la Radio Kreiz Breizh ; il a été repris sous ces termes :

À quoi servira d'avoir un nouveau ministre breton ? se demande le Parti Breton du Poher. Le monde agricole subit une crise très grave annoncée depuis longtemps et Monsieur Le Foll, ministre de l'Agriculture, parle "d'ajustements". Madame Le Branchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique, a laissé faire un découpage régional aberrant au mépris de la volonté de la population. Quant à Monsieur Le Drian il cumule deux fonctions incompatibles et refuse de s'exprimer sur deux dossiers brûlants : Notre Dame Des Landes et l'affaire du Bugaled Breizh pour lequel il a tous les éléments que lui a fournis son collègue le Ministre de la défense de Grande-Bretagne

Fédération du Pays de Pontivy / Guéméné S/Scorff :

Les réunions ont lieu à 19h30 à l'« Auberge des trois marchands »

C'est là qu'a été préparée la campagne des Régionales. Des informations ont aussi été données aux membres non actifs dans cette campagne.

Des tracts et des affiches ont largement été

distribués aux adhérents pour pouvoir couvrir la zone.

Les militants de la Fédération ont élu Maël Graignic **secrétaire fédéral adjoint** pour pouvoir représenter la fédération lorsque le Secrétaire qui est Nicolas Graignic ne le peut pas.

Fédération de Lorient :

Quelques militants se sont heureusement impliqués dans la campagne des Régionales et ce, malgré l'absence regrettée de son Secrétaire. Michel, Anne-Marie, Loïc, nos 2 Alain et Laurent (tractages sur tous les marchés à l'entour et collage des affiches)... se sont totalement dévoués à la bonne cause. Trois de nos militants ont par ailleurs figuré sur la liste de Bertrand (Herveline, Geneviève et Anne-Marie). Grand merci aux uns et aux autres.

Fédération de Vannes / Auray :

Enorme travail accompli par Bertrand et son équipe dont quelques membres du Parti Breton : interviews, actions sur le terrain, réponses aux questionnements de toutes sortes, démarches administratives...etc... Le score a été faible, on le sait, mais, comme l'a dit Bertrand :

« Pour la première fois en Bretagne, une liste indépendantiste bretonne se présentait aux élections régionales. Ce sont ainsi près de 6.000 Bretons qui ont fait le choix de la liste Notre Chance l'Indépendance ; ils ont fait confiance aux candidats de la liste que j'ai menée avec la participation du Parti Breton ».

Fédération de la Loire-Atlantique :

En Loire-Atlantique le mouvement breton a su se fédérer pour présenter une candidature d'union regroupant le Parti Breton, l'U.D.B., le M.B.P., Breizhistance, des associations et des personnalités non encartées. Il y a eu un beau travail de communication sur l'ensemble de la région administrative ce qui n'était pas une mince affaire. Les résultats sont certes modestes

mais là aussi il s'est agi d'un engagement de combat politique porté à la connaissance de la population. Ce qui a été semé signifie de futures récoltes.

La Fédération est menée par Jacky Flippot assisté de responsables de sections. Une prochaine réunion amènera à reconsidérer le dispositif de façon à coller à l'étendue du territoire.

Fédération Extérieure :

Alexandre Delin est Secrétaire de la Fédération Extérieure depuis 2008. Actif de 2009 à 2012, il a depuis été pris par sa charge d'enseignement et souhaite passer la main. Avis est donné aux militants d'une fédération dispersée de par le

monde. Il y a parmi eux beaucoup de compétences dans différents domaines. Nul doute qu'un nouveau bureau va se mettre rapidement en place et trouver les moyens de nous faire connaître dans les pays où se trouvent nos compatriotes.

DEGOUEZHIOU DU-MAÑ HA DU-ZE: EVENEMENTS ICI ET LA :

War ar pont sur le pont :

Comme chaque premier samedi du mois Bretagne Réunie a mobilisé ses militants "War ar Pont" samedi 6 février 2016 pour obtenir la réunification administrative de la Bretagne.

Les manifestations, malgré le mauvais temps, ont eu lieu à :

- Quimper 14h-16h (RN 165 / 2ème pont après celui de Troyalac'h en direction de Lorient) contact Yves-Alain Le Goff 06 30 56 67 67

- Morlaix 14h-16h (RN 12) contact René-Yves Lanco 06 63 92 86 54

- Lorient 14h-16h (RN165 / Pont de Kerpont) contact Iffig Cochevelou 06 62 41 04 64

- Auray 14h-16h (RN 165 / près de l'entreprise Le Torc'h) contact Dominique YVON 06 31 54 81 37

- Malville 14h-16h (RN 165 / Entre Savenay et Le Temple de Bretagne au niveau 8 voies / 4 voies) contact Patrick Lecat 06 14 36 30 47

- Nantes 09h30-12h (Nord Loire pont sur le périphérique avenue du Bout des Landes-Cimetière à Nantes) contact Paul Loret 06 64 33 91 21

- Nantes 09h30-12h (Sud Loire pont sur l'autoroute de Bordeaux chemin des Landes aux Sorinières) contact Reun Jezegou 06 19 81 76 39

Il est à souhaiter que ce mouvement prenne de l'ampleur au cours de ces prochains mois. Les automobilistes manifestent beaucoup de sympathie en klaxonnant, levant la main en forme de V...c'est assez impressionnant !

Prochain rendez-vous : samedi 5 mars. Soyons-y plus nombreux.

Redadeg 2016 :

Ur redadeg a-eilek eo « ar Redadeg », savet e 2008 hag a vez redet bep eil bloaz.

Ur gouel a-dreuz Breizh eo hag a vod an dud deiz ha noz, hep ehan rak arouez vev treuzkas ar brezhoneg eo a rummad da rummad, a vro da vro, ur yezh yac'h, oberiant ha gant startijenn ! Evit skoazellañ raktresoù evit ar brezhoneg e vez gwerzhet ar c'hilometradoù d'an dougerien.

Dasparzhet e vez ar gounid etre raktresoù nevez ha liessourt dibabet bep bloaz, bepred evit skoazellañ ar yezh er gevredigezh a-vremañ, ar c'heleñn pe ar mediaoù, implijout ar yezh er vuhez foran, reiñ tu d'ar vrezhonegerien d'ober gant o yezh...

Tremen a ra dre 5 departamant Breizh a-hed 1700 km ha dre vuioch a 300 kumun.

Evit ar 5vet Redadeg e 2016 e loc'ho ar Redadeg d'an 29 a viz Ebrel eus Sant-Ervlan nepell eus Naoned betek an degouezh e Lokoal-Mendon d'ar 7 a viz Mae e kreiz Trofe Roñsed-Mor, gouel ar bagadoù.

Difenn a ra ar Redadeg gér-stur « Brezhoneg ha plijadur » ! Gallout a reer redek gant ar familh, etre mignoned pe genlabourerien, treuzwisket, en ur seniñ, heuliañ ar Redadeg war droad pe gant botoù-ruilh, gant karrigoù-babig pe war varc'h-houarn... sevel gouelioù pe ober e vad eus ar festoù-noz pe ar festoù-deiz, eus an abadennoù c'hoariva, eus ar standoù, an dijuniou... kavet diouzh al lec'h hag ar c'houlz ma tremeno ar Redadeg.

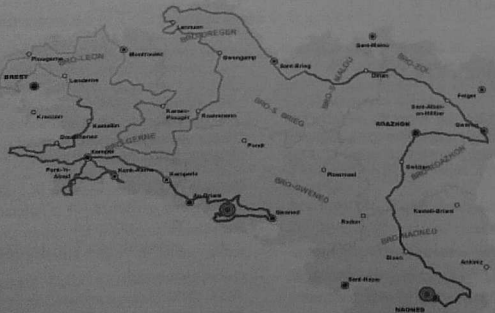
Kemer plijadur eo ar pal kentañ, bezañ gwelet ha diskouez omp niverus o vezañ mennet gant ur yezh vev e Breizh hag evel just un digarez brav da glevout ha da gaozeal brezhoneg !

Ar vazh, arouez ar brezhoneg, a zo kuzhet enni ur gemennadenn hag a vo kaset a zorn da zorn betek kêr an degouezh, hag a vo lennet dirak an holl ur wech erru ar rederien.

Un darvoud war un dro kengred, sportel, sevenadurel, bevet a-stroll hag gant plijadur.

Un darvoud dezhañ ul levezon bras war ar mediaoù (e Breizh ha pelloc'h), war an armerzh (war eun pe da eil) ha war ar sevenadur.

La Redadeg 2016 partira de Saint-Herblain le 29 avril et arrivera le 7 mai à Locoal-Mendon qui lui prépare une superbe fête.



PAGES ECONOMIQUES

Agriculture en crise

Yann Réminiac nous invite à lire l'article de Gérard Viale (qui préside un Think Tank « Confluence » à Quimper, groupe de réflexion co-fondé par Erwan Balanant, Liam Fauchard que nous connaissons et Gérard Viale) intitulé **La désindustrialisation de l'agriculture – Quels nouveaux modèles ?**
Il expose l'évolution de l'agriculture depuis la première guerre mondiale jusqu'à la situation dramatique actuelle que nous vivons et propose d'aller vers une agriculture durable quantitative et qualitative.
Lien : <http://confluence.blog4ever.com>

Hervé Le Queré réagit à la lecture de ce document :

Le texte est intéressant et je pense que l'Europe du nord dont nous faisons partie a de bons atouts pour pérenniser son activité agricole cependant je persiste à dire que c'est une économie de type colonial qui sert des intérêts étatiques, industriels et financiers bien éloignés des intérêts agricoles et des hommes. Je suis très pessimiste quant à l'avenir puisque notre société aura réussi à dégoter profondément ses paysans...la relève n'est plus assurée et l'agrandissement des "exploitations" ne compensera pas cette perte et aura encore plus d'effets délétères sur l'environnement, les agriculteurs et les consommateurs et notre monde rural...nous assistons un tragique événement historique où notre humanité aura détruit par prédation et par bêtise son agriculture au

moment même où elle avait le plus besoin de denrées alimentaires...la France quant à elle n'en a rien à foutre de nos paysans bretons, elle a ses céréalières et elle peut acheter son lait, ses légumes et ses cochons ailleurs et politiquement la disparition de la Bretagne est programmée et imminente donc pourquoi s'en priverait-elle ? notre seule solution est bien l'indépendance mais même les premiers concernés sont complètement lobotomisés comme tout le reste de la population...et avant qu'ils ne s'en rendent compte, il sera trop tard !

Note de la rédaction : Le feu est dans la maison. On peut discuter de l'aménagement intérieur, cela ne servira qu'une fois le feu éteint et les dégâts réparés. Pour le moment il s'agit de sauver l'essentiel.

Les démonstrations de force qui se font aujourd'hui n'amèneront malheureusement pas le Gouvernement à décider les simples mesures de bon sens attendues : allègement significatif des charges, simplification des normes, levée de l'embargo russe...Ces mesures non seulement ne lui coûteraient guère mais assureraient la pérennité de notre agriculture génératrice de richesse.

Puisqu'il est question que ce soit la Région qui s'occupe désormais de l'activité économique qu'attend-on à Rennes pour lancer un vrai plan pour booster notre économie agricole et maritime ?

Et maintenant le TISA ! (par Confluence)

Lui aussi nous était bien caché, comme il est de règle pour les négociations commerciales internationales. Nous l'avons déjà vécu avec TAFTA.

Là, il s'agit d'un projet d'accord sur le commerce des services, négocié par 23 pays membres de l'O.M.C (Organisation

Mondiale du Commerce) dont l'Union Européenne.

Le texte vise à libéraliser davantage le commerce des services, Pascal LAMY, quand il était Directeur Général de l'O.M.C, s'est acharné pendant 8 ans à poursuivre la libéralisation de l'économie,

mais en vain. L'O.M.C est une institution vraiment bloquée. Plus personne n'y croit. Rappelons que c'est suite à un échec des négociations dans le cadre de l'O.M.C que les tractations, hors O.M.C, ont été engagées pour l'accord TAFTA.

Comme à chaque échec de l'O.M.C, les multinationales se regroupent et font pression sur les Etats pour négocier des traités bi ou multilatéraux. Pour le TISA, un petit club de 23 pays s'est constitué, dont l'U.E. Le peu d'éléments disponibles laissent penser que TISA serait pire que TAFTA. En outre, ce qu'ils n'auront pas par TAFTA ils essaieront de l'obtenir par TISA.

Il est demandé la mise en place d'un accord général sur le commerce des services :

- Faciliter à outrance l'installation de filiales et autres succursales
- Une ouverture des appels d'offre (ce qui va à l'encontre de la relocalisation de l'économie)
- Une baisse des droits de douanes (nouvelles pertes pour les budgets nationaux)
- Libéralisation des marchés financiers (encore et encore...)

Là où cela se corse, c'est que dans le cadre des négociations, ils (américains et australiens) considèrent les services publics comme des services (économiques) d'intérêt général. Cette astuce sémantique permet d'imposer la concurrence entre les acteurs privés. (Par exemple, La Poste face à des groupes privés comme TNT).

Collectif Douar Didoull : concerne les Recherches minières en Centre-Bretagne

À l'origine, c'est le BRGM qui a fait les recherches (financement d'état) et qui maintenant est en train de refiler le bébé à des sociétés étrangères (variscan) en Bretagne, cela se traduit par une zone de permis accordés sur près de 150 000 ha et 127 communes !!! les métaux ciblés : argent, cuivre, étains, germanium, molyb-

Ainsi, l'O.M.C considère que lorsque dans un secteur (télécom, santé, transports, éducation, etc...) il existe des acteurs privés, il ne s'agit plus d'un service public mais d'un cadre exclusivement marchand.

Avec ce raisonnement, même la police pourrait être privatisée, puisqu'il est fait parfois appel à des services de surveillance privés.

C'est donc bien d'une opération de dynamitage des services publics qu'il s'agit. Viviane Reding, la Rapporteuse du rapport exposant les recommandations du Parlement Européen pour les négociations de TISA a attiré l'attention sur les risques concernant les services publics.

Les 23 pays qui négocient représentent 70% du commerce mondial des services, cela indique l'importance des décisions qui vont être prises, spécialement pour l'Europe puisque les services publics sont l'élément fondamental de l'économie de l'U.E.

L'Europe est le 1er exportateur mondial de services et les Américains et Australiens veulent démanteler les barrières aux échanges dans tous les services y compris l'éducation.

De même, les professions réglementées seraient considérées comme de simples activités commerciales comme médecins, pharmaciens, experts-comptables, dentistes, avocats et...notaires, etc...qui perdraient ainsi leurs protections. Ils ne seraient pas les seuls concernés. L'agriculture serait aussi impactée (L'eau, l'énergie et le social, notamment).

Il va falloir être vigilants et compter sur nos députés pour repousser un tel accord et se mobiliser pour les en convaincre avec un appui médiatique.

dène, or, plomb, tungstène, zinc ! Ces groupes miniers seront financés pas des capitaux australiens, neo-zélandais, chinois...et la création d'emplois ne devrait pas excéder quelques dizaines de personnes au prix d'un racket et d'une pollution énorme de nos cours d'eau sur le centre Bretagne.

Hervé

CONTRIBUTIONS DE NOS MILITANTS :

Le grand ouest : une statistique, pas un territoire

L'appareil de propag... pardon, d'information sans parti pris de la technocratie française a récemment été pris d'un nouveau soubresaut. Au menu du jour, pas d'érection inopportune lors d'un discours proclamant la supériorité de la race française, ou de pamphlet démasquant les néo-nazis en puissance que sont, bien évidemment, tous les Bretons et Bretonnes affirmés comme tels. Non, il fallait faire dans le subtil : nous voici donc servi un réquisitoire du cabinet d'étude France Stratégie, portant sur la cohérence des nouvelles régions de l'Hexagone.

Etouffons tout de suite dans l'œuf l'embryon d'un début d'espoir qui pourrait chercher à poindre son nez dans les consciences de tous ceux qui ont souffert de cette réforme à proprement parler monstrueuse. Ce cabinet d'études est un organisme officiel de l'état, créé par décret à la fin de la guerre dans un but d'optimisation économique ; à ce titre, il est non seulement inféodé à nos géoliers, mais porte potentiellement une part de responsabilité quant à la déchirure qui lézarde notre pays, étant en activité lorsque cette déchirure fut entérinée par la cinquième République. Il ne fallait donc pas s'attendre à une quelconque complaisance à notre égard ; il advient en fait qu'il fallait prévoir la même malfeasance que d'habitude.

Leur rapport nous apprend donc qu'à quelques exceptions, la réforme est un acte très bien pensé, mûrement réfléchi, qui va amoindrir les disparités économiques et renforcer le territoire. Il faut cependant s'arrêter sur plusieurs éléments de ce rapport, dont le premier, et le seul que l'on puisse accueillir avec au moins un demi-sourire désabusé, est la constatation que la réforme aurait dû permettre les mouvements de départements entre régions. Laissons échapper un petit éclat

de rire, sans joie, devant cette hypocrisie cynique, et poursuivons.

Les arguments et la logique de ce rapport méritent d'être clarifiés. De quoi parle-t-on ? De cohérence économique. Economique seulement, bien sûr, car il est bien entendu qu'il s'agit du seul critère légitime lorsque l'on s'attaque aux lieux de vie d'êtres humains. Comment en parle-t-on ? Par l'analyse des « forces centrifuges » entre régions – entendez par là des flux de personnes et de capitaux. Selon ces braves gens, une région est dite cohérente si moins de 25% de ses départements sont marqués par une force centrifuge vers une autre région. Nous voici donc, armés de termes savants et de réflexions aussi abstraites qu'arbitraires, prêts à étudier, toujours impartialement bien sûr, les résultats d'une réforme qui n'a pas encore eu lieu dans les faits. Mais rassurez-vous, tout ira bien. Les forces centrifuges ne concerneront bientôt plus que 16 départements, c'est un succès !

Tous les arguments de ce rapport n'ont pas été cités, et il convient de faire une place d'honneur à celui-ci : l'homogénéité. Nos technocrates insistent avec vigueur : la faiblesse économique d'un territoire, c'est son caractère hétérogène. Fort heureusement, la réforme atteint son but réel, et ici avoué : la disparition des différences, l'extermination des spécificités. La « grande région de l'est » – appelons-la ChamALo – est ainsi « parfaitement cohérente » car « parfaitement homogène ». Quelle grande nouvelle ! Quel excellent événement ! Voilà qui réjouira les Alsaciens, qui faute d'être homogènes, ne sont à présent plus rien.

Mais bien évidemment, il fallait aborder le sujet qui fâche, la pomme de discorde, le vase de Soissons : le grand

ouest. Avec mansuétude, mais beaucoup de réticences, le rapport admet la force économique de la Bretagne; mais naturellement, remarque la cohérence théoriquement parfaite d'une fusion avec les Pays de Loire. Cela « renforcerait l'intégration », paraît-il. De qui, de quoi, où, voilà des questions dont nous ne connaissons que trop bien les réponses. Eh bien, il est temps de répliquer. Qu'est-ce que le Grand Ouest, de leur propre aveu? Une statistique. Un chiffre, un pourcentage, calculé à l'aide de formules mathématiques, basé sur des probabilités. En clair, et malgré tout le respect que l'on doit aux sciences, une entité ne disposant d'aucune réalité. Il s'agit d'une tare bien connue de la classe technocrate si essentielle à la France: la croyance que tous leurs chiffres, leurs savantes équations et leurs calculs de probabilités conditionnelles sont valables pour les êtres humains. Devinez quoi: cela n'a jamais été le cas.

Il est remarquable, partant de ce constat, de remarquer que même en considérant le monde et la vie que nous vivons sous un œil de technocrate, dans lequel nous ne sommes que les données sans identité d'une machine, la réforme territoriale est en soi un échec: parce qu'ils admettent l'incohérence de la région centre, que la plus pure des démagogues a poussé à renommer « Centre - Val de Loire »; parce que malgré tous leurs calculs, leur jacobinisme se retourne contre eux et des régions entières se vident vers Paris; et parce qu'il existe encore des résistants pour dire la réalité: nous ne sommes pas des données, nous ne sommes

L'Etat français fait semblant de lutter contre le chômage qu'il crée lui-même.

par Daniel Cariou

A l'approche des élections présidentielles, François Hollande nous gratifie d'un plan de lutte contre le chômage.

pas des machines programmées pour produire de la richesse. Nous sommes des êtres humains, dotés d'une conscience, d'une identité, et d'une force que les plus savantes statistiques ne prennent pas en compte.

En outre, du point de vue économique, les liens entre la Bretagne et les Pays de Loire s'expliquent en grande partie par les liens entre la Bretagne et... la Bretagne. Le pays Nantais n'oublie pas qui il est, et nous non plus; quant aux liens, très clairement existants, entre notre nation et les autres départements ligériens, faudrait-il rougir de notre ouverture vers les autres, vers nos voisins? Fera-t-on de la capacité de la Bretagne à être accueillante un argument pour sa disparition? En fait de forces centrifuges, de puissance économique potentielle, de flux de capitaux et de bénéfices possibles, les critères essentiels de définition des « régions », comme de toute entité territoriale, devrait par essence comprendre en premier lieu ces questions: qui êtes-vous, et où voulez-vous vivre?

Un jour peut-être, les peuples de France comprendront que cet état considère leurs terres, leurs nations et leur histoire comme une donnée mathématique devant se plier aux lois du profit, de l'homogénéité et de la puissance de l'Elite parisienne. D'ici là, continuons à le leur expliquer: car il n'est de pire esclave que celui qui ignore sa servitude.

*Mickaël Dequidt
Strollad Breizh Bro Leon*

Ce plan vaut-il la peine qu'on le commente? A l'évidence il ne s'agit que de quelques gesticulations électorales aux-

quelles leur propre auteur ne croit même pas. Par exemple il est question de former 500 000 chômeurs. Avec quoi? Les structures existantes permettent d'en former à peine 150 000, et chacun sait que les budgets « formation » sont d'abord utilisés à financer les syndicats, y compris les syndicats patronaux. Et il ne faut pas oublier de former les salariés déjà en poste...

Une prime aux entreprises qui embauchent? Il n'y a que dans le cerveau d'un homme qui a soigneusement évité le monde du travail qu'une pareille idée peut germer. Pour embaucher, un patron a d'abord besoin d'un marché, de clients; aucun ne demande de primes que l'administration fiscale essaiera d'ailleurs par tous les moyens de redressement, abusifs ou non, de lui reprendre le plus vite possible. Ce qu'un patron demande d'abord, c'est la liberté de travailler, sans primes mais aussi sans une armée de coûteux contrôleurs d'Etat et sans lois qui changent toutes les semaines et qu'un professionnel ne peut donc connaître.

Michel Sapin propose de rendre dégressives les indemnités de chômage pour inciter les chômeurs à revenir sur le marché du travail. Mais, pour y revenir, encore faudrait-il qu'il y ait un marché du travail. Pour lyncher quelques profiteurs marginaux, va-t-on créer de la désespérance chez tous les autres?

Mais, au fait, combien y a-t-il de chômeurs en France? Comme la proportion de salariés du secteur public ou protégés - 9 300 000 - est énorme, on les inclut dans la population qui sert au calcul du pourcentage du chômage afin de présenter des statistiques acceptables.

Mais, si l'on exclut du calcul tous ceux qui bénéficient de l'emploi à vie, le taux de chômeurs toutes catégories remonte à 25 %, auxquels il faut ajouter les seniors de plus de 39 ans - oui, aujourd'hui, une entreprise hésite à embaucher un quadra-

général - en fin de droits et qui ne perdent plus leur temps à se faire humilier à Pôle Emploi. Ce nombre est estimé à plus d'un million, et la France dépasse aujourd'hui un tiers de chômeurs dans le secteur marchand.

Et qu'on ne vienne pas dire qu'il n'y a dans ce nombre que des chômeurs non formés; les ingénieurs en pointe ont toutes les peines du monde à retrouver du travail, surtout après 40 ans.

Mais d'où vient cette préférence française pour le chômage, qui ne progresse que là tandis qu'il recule en Europe, et ceci malgré (ou à cause de) l'embauche massive de nouveaux fonctionnaires chaque année (encore 40 000 de plus en 2015, certes contre 100 000 les années précédentes)?

Les raisons en sont sans doute multiples, mais la principale raison est le poids d'un Etat dilaté et inefficace, qui pèse aussi sur les agriculteurs.

Quand 57,5 % du PIB sont prélevés par l'Etat, que l'explosion des impôts n'y suffit encore pas et qu'il faut encore y ajouter 3 à 4% de dette publique, on voit bien que la mise en compétitivité du pays est impossible.

Or cet Etat, de plus en plus coûteux, est de moins en moins efficace: sécurité (François Hollande préfère déposer des bougies sur le site de Charlie Hebdo que réorganiser ses services secrets; on a vu le résultat le 13 novembre), éducation (l'enseignement privé ne parvient plus à satisfaire toutes les demandes d'élèves cherchant à fuir le secteur public), justice, santé (pour la première fois, la courbe de longévité s'inverse, les médecins s'inquiètent de la moindre prise en charge des malades)...

En revanche l'Etat est efficace pour sa sphère: à cotisation égale, la retraite est deux fois moindre dans le privé que dans le public, où on la prend en moyenne deux

ans plus tôt. Mais cela coûte beaucoup et bien sûr il faut prélever cet argent quelque

*

Pour créer des emplois, il faut beaucoup de choses : des capitaux, mais la France s'ingénie à les faire fuir. En arrivant, François Hollande a multiplié par cinq l'impôt sur les plus-values. Avec l'ISF, cela a fait partir énormément de capitaux et d'emplois à l'étranger, mais au moins la mesure a été populaire dans une population française totalement hermétique aux mécanismes élémentaires de l'économie.

Il faut aussi des créateurs et des idées ; cela, l'hexagone n'en manque pas. Seulement, les seuils sociaux inadaptés à 11 et 50 salariés, soit bloquent les entreprises avant ce niveau, soit les engagent là aussi à continuer leur développement à l'étranger. La France est riche en start-up de 6 salariés, mais c'est en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux USA qu'elles vont passer au stade d'E.T.I. (de 500 à 1500 salariés).

Il faut aussi un environnement public bienveillant et stable. David Cameron a dit que, pendant son mandat, les lois, même imparfaites, ne changeraient pas afin que les entrepreneurs puissent réfléchir à cadre constant à leur stratégie à long terme. C'est absolument impossible en France où chaque député veut avoir absolument son nom sur une nouvelle loi avant la fin du quinquennat.

* *

La France ne peut être réformée, ne serait-ce que parce que ceux qui profitent du système sont de plus en plus nombreux.

*

part, et c'est sur les entreprises qui auraient créé des emplois.

*

Mais en huit ans, la France a aussi perdu près du tiers de son industrie, et ne parlons pas de l'agriculture.

Vis-à-vis de nos enfants, nous avons la responsabilité de les emmener sur un chemin qui les conduise à un avenir meilleur. Où les emmène la France qui ne sait pas elle-même où elle va ? Etre des travailleurs - soutiens au service d'un socialisme d'Etat, qu'il soit de gauche comme de droite, et de sa clientèle privilégiée ? Ou partir pour l'étranger avant une faillite annoncée le jour où les taux d'intérêt remonteront ?

Nous voulons une Bretagne solidaire, mais où l'on ne distribue que les richesses que l'on a préalablement créées.

Nous voulons une fiscalité normale, c'est-à-dire dans la simple moyenne européenne, et nous voulons l'Etat breton le plus léger, conservant les missions régaliennes mais déléguant au privé ou à l'échelon local toutes les missions dont il veut se mêler alors qu'il n'est pas fait pour cela.

Nous voulons l'égalité de traitement (temps de travail, retraite, salaire) entre secteurs privé et public. Mais en revalorisant la fonction publique, moins nombreuse en proportion qu'en France mais mieux payée et avec plus d'autonomie pour les agents.

Si déjà nous allons dans ce sens, nous n'aurons pas résolu tous les problèmes causant le chômage, mais nous aurons bien avancé.

*

COMMUNIQUES RECENTS DU PARTI BRETON :

Crises agricoles : La Bretagne sent la mort !

Publié le 28/01/16 18:41, par Sébastien Girard pour Parti Breton

Une chape de tristesse et d'écoeurement s'est abattue sur la Bretagne, nos paysans meurent dans l'indifférence quasi généralisée et 40% d'entre eux sont dans une situation très critique en ne percevant plus de revenu depuis un bon moment. Le lait et le porc creusent les déficits vers un point de non retour... Nos politiques se taisent pudiquement comme ils savent si bien le faire en bons serviteurs d'une France prédatrice. D'où vient en fait cette perte de compétitivité ? Elle ne vient nullement d'un manque de compétences de nos agriculteurs à qui on a demandé de faire du volume et de la qualité et qui n'ont plus aujourd'hui de marge de manœuvre.

On peut relever plusieurs causes à cette catastrophe :

o Distorsion de concurrence par non respect des directives européennes par certains pays à l'intérieur même de l'UE

o Politique ultra-libérale de l'UE qui expose l'agriculture européenne à une dérégulation mondialisée ; le traité de libre échange TAFTA serait une catastrophe supplémentaire pour l'économie bretonne !

o Une surproduction dans l'espace communautaire qui exacerbe la concurrence (due entre autres à la suppression des quotas)

o Un dumping social en Allemagne et en Espagne du au refus de la France de faire une UE sociale

o Le développement du protectionnisme chez nos voisins qui aident leurs agriculteurs et l'absence d'une gouvernance

bretonne propre à aider ses paysans alors que la France aide ses céréaliers !

o Des fortes pressions fiscales, sociales et administratives qui déstabilisent nos entreprises

o La grande distribution qui ne joue pas le jeu et qui préfère importer pour maximiser ses profits

o La perte des marchés russes pour cause d'embargo qui provoque l'effondrement des cours du porc (nos producteurs payent pour les errements de la diplomatie française)

o L'interdiction qui est faite à la Bretagne de défendre ses intérêts économiques, financiers et législatifs

o L'appropriation par Bercy de la totalité de nos recettes fiscales (55 milliards €) et de notre épargne (CMB Arkea sans parler des autres banques) auxquelles il faut ajouter les ponctions sur les dotations de fonctionnement de nos structures territoriales.

Pendant ce temps, la France préfère masquer son incapacité à soigner son apoplexie en décrétant un état d'urgence permanent, en limitant la démocratie et en faisant la guerre.

Mais à notre niveau :

Que doit-on penser d'un Etat qui laisse crever ses paysans en les poussant au suicide ou au chômage alors que le monde a besoin des ces biens alimentaires ?

Que doit-on penser d'un Etat qui insulte à ce point notre dignité de Breton à vouloir

vivre, travailler et décider chez nous et pour nous ?
Que doit-on penser d'un Etat qui œuvre méthodiquement tous les jours pour affaiblir notre territoire, notre économie et notre culture ?

Cet Etat français se comporte comme un Etat assassin et ce terrorisme d'Etat est en train de nous tuer collectivement... oui la Bretagne sent la mort et personne n'est là pour la sauver ! Face à cet état d'urgence, que font nos politiques, que fait Le Drian ? Il y aura bientôt plus de morts sur notre champ de bataille économique que chez Daech !!! Une Bretagne souveraine aurait pourtant des solutions à proposer !

Victoire des Indépendantistes corses et martiniquais aux dernières élections régionales :

1^{er} communiqué : Le Parti Breton se réjouit de la nouvelle victoire des indépendantistes martiniquais lors des dernières élections régionales. Le leader du Mouvement indépendantiste martiniquais, mouvement se positionnant dans la problématique de la souveraineté a fusionné sa liste avec des "assimilationnistes" qui avaient adopté une position plus identitaire. Il a gagné ainsi son pari en remportant 54,14% des voix contre 45,86%.

Pourtant pays d'Aimé Césaire et de Frantz Fanon, le Parti Breton mesure combien la force du colonialisme français reste grande en Martinique et dans les autres confettis de l'empire colonial.

2^{ème} communiqué : Le Parti Breton se réjouit de la victoire des nationalistes corses lors des dernières élections territoriales (régionales en France). La liste victorieuse a réuni les deux grands courants nationalistes: les autonomistes et les indépendantistes constituant de ce fait la première force politique corse. Avec 24 élus, la majorité absolue a été frôlée de deux sièges. Le Parti Breton regrette que cette forme d'union ne se soit pas réalisée

Attention ! Nos paysans et l'ensemble de notre société se trouvent déboussolés et sans alternatives, les revendications non entendues vont avoir rapidement le goût amer de la désillusion et de la haine...

Réécoutez attentivement ce texte de Glenmor, d'une cruelle actualité !
"PRINCES, ENTENDEZ BIEN ... La fureur des esclaves couve depuis longtemps ... !"

Communiqué du Parti Breton / 27 janvier 2016

Hervé Le Quééré

Déjà en 1998, le leader de ce mouvement Alfred Marie-Jeanne avait été élu en 1998 à la présidence du conseil régional de la Martinique. Mais le rêve sans cesse repoussé d'une indépendance conquise sur la France, à l'instar de ce qu'ont osé les pays voisins de la Caraïbe ex-britannique, ne s'est pas réalisé. Il reconnaît que le peuple martiniquais n'est pas prêt à prendre cette option et il veut consacrer son nouveau mandat à "faire réussir la Martinique".

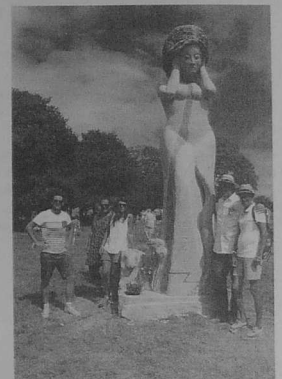
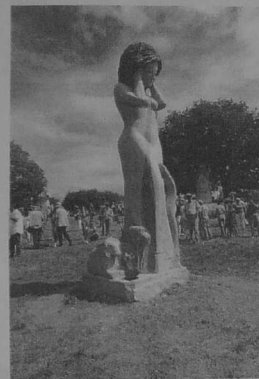
en Bretagne lors de ces mêmes élections. La bipolarisation à la française reste encore trop forte dans les formations politiques bretonnes. Et le label régionaliste utilisé par tous les partis qu'ils soient bretons ou français (à l'exception de la liste qui avait le soutien du Parti) a montré sa faiblesse.

Y. F. LE COADIC
Membre du Conseil National

A voir : LA VALLEE DES SAINTS (par Mark-Andrev Le Lem)

A Carnoët, dans les Côtes d'Armor, une île de Pâques des temps modernes plonge ses racines dans l'histoire et la culture de la Bretagne.

Après les sept saints fondateurs et Saint Yves, patron de la Bretagne, cinquante colosses se dressent sur les hauteurs de Carnoët !



Cinquante statues monumentales en granit (3 à 4 mètres de hauteur), peuplent ce site. Il pourrait, un jour, en accueillir jusqu'à 1 millier ! Les bienfaits de ces saints, attestés ou enjolivés, ont nourri l'imaginaire des Bretons durant 15 siècles ! « Les pays qui n'ont pas de légendes sont condamnés à mourir de froid ! » écrivait le poète Patrice de la Tour du Pin. A ces héros la Vallée des Saints veut offrir un Panthéon.

Philippe Abjean, père fondateur de la Vallée des Saints, assume la folie de son projet !

La Vallée des Saints, dont l'essence n'est pas strictement religieuse, s'affiche comme un projet pour l'éternité.

Ces statues sont financées par des entreprises ou des particuliers groupés ou en famille.

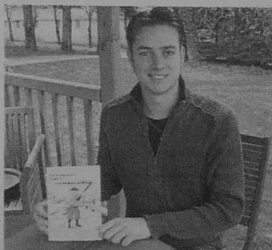
Il y a quatre ans, lors de notre visite du site, nous avons été envoutés ! A la sortie de la visite, nous nous sommes regardés, complices ; notre décision était prise ! Après plusieurs mois, Santez Eodez a été inaugurée le 9 août 2015 en présence de nos amis.

Cette statue, outre notre symbole familial, est pour nous le témoin de notre foi chrétienne et de notre fierté d'être Breton.

Famille Le Lem.

LIVRES ECRITS PAR NOS MILITANTS :

A 21 ans, Maël Granig signe son tout premier ouvrage, intitulé « Les Héritiers de Nusofi », un roman de science-fiction (312 pages, 16 euros, édité par le site internet Lulu) ; quatre autres volets de cette saga devraient suivre... Entretien avec ce jeune auteur féru de littérature depuis sa plus tendre enfance. Entretien avec l'auteur par Reun Allan :



Les Héritiers de Nusofi par Maël Granig

Quel est votre parcours ?

Après un bac littéraire, j'ai obtenu un BTS de tourisme, je parle anglais, espagnol, russe et breton. J'étais guide-animateur aux Haras d'Hennebont pendant la saison. Pourquoi avez-vous écrit ce roman et quel en est le sujet ? Plus jeune, j'écrivais des

nouvelles, mais cela restait dans le cadre familial. Maintenant, j'ai envie de partager mon imaginaire, l'univers de la science-fiction que j'aime particulièrement. J'ai écrit ce roman en deux ans. L'action se déroule sur une planète imaginaire, j'ai inventé les pays et les langues. Ce monde à part, c'est la fédération d'Alénie où règne la misère ; un conflit éclate, entraînant la guerre civile. Le principe est de suivre deux, trois personnes dans cette guerre, des rebelles, des gens qui ne sont pas préparés à la guerre, ce qui donne lieu à différents points de vue, car ils viennent tous d'horizons différents. On découvre le contexte géopolitique et la psychologie. La guerre n'est certes pas un thème joyeux, mais le fait d'en parler sur une planète qui n'est pas la nôtre permet de laisser libre cours à son imagination.

Vous avez d'autres passions ?

Le chant, la flûte irlandaise, le vélo, la politique.

Quels sont vos projets ?

Le second volet, la suite, dénommé « Vents et poussières d'Eliti », est déjà rédigé : il sera disponible l'été prochain, on y retrouvera les mêmes personnages qui évolueront toujours dans un contexte de conflit.

Séance de dédicaces le 20 février 2016 À l'espace culturel Leclerc d'Hennebont.

Tu zo prenein ar levr dre internet war ar lec'hienn "amazon" é furchal ma anv pe titl ar levr. Memestra war ar lec'hienn "lulu.com" pe dre furchal ar google a-berr. Ha-hend-all e vin kavet é sinein al levr ba'n Henbont d'an 20vet a viz c'hwevrer, el 'm eus lakaet a-us. Setu eue liamm ar pennad savet get Reun Allan ag An Ignol, mar faota deoc'h gouied pelloc'h: <http://abp.bzh/id=39291&searchkey=mael%20granig>

A lire aussi :

« Une Armure et des Rêves » du Docteur Philippe Carrer (voir Unité Bretonne précédente)

Le « Nouveau Défi Armoricaïn » d'un collectif d'auteurs dont Yves Brun (voir id.)

Quelques citations toujours bien à propos :

« ...Les choses sont allées mal jusqu'ici parce que vous n'avez pas fait ce qu'il faut pour qu'elles aillent autrement. Il vous reste à faire ce que vous n'avez pas fait, et les choses iront bien... »
Démosthène (384 – 322 av. J.C. employa son talent oratoire à empêcher que sa patrie soit asservie par Philippe de Macédoine.)

*

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »
Sénèque (4 av – 65 après J.C.)

*

« ...la grande perversion de notre temps est d'avoir changé clandestinement le sens des mots. Les vessies sont des lanternes, le totalitarisme s'appelle démocratie, la dictature républicque, la servitude liberté, l'arbitraire justice, l'incompétence nouveauté, l'agitation dynamisme, le déficit impasse, le goût de la défaite réalisme...On parle, on écrit avec des mots truqués, des mots-pièges. »
« Pierre Gaxotte dans « Aujourd'hui, Thèmes et Variations » P. 86

IMAGIC

agence de communications

identité visuelle • édition • internet • vidéo

3, allée de la Grande Egalonne • 35740 Pacé • 02 23 25 08 65 • www.imagic.bzh

Nos coordonnées

PARTI BRETON
B.P. 50403
56100 LORIENT Cedex
Tel : 06 77 14 71 41
Rejoignez-nous sur notre
site-web !

www.partibreton.org

ou

contact@partibreton.org

PARTI BRETON
STROLLAD BREIZH

Directeur de publication :
Gérard Guillemot

Responsable du comité de
rédaction : A. Samson

Prochain numéro :
Mai 2016

EVENEMENTS A VENIR :

- dans chaque fédération : réunion préparatoire au Congrès avec ré-élection du Bureau, un mois au minimum avant le Congrès, c'est-à-dire jusqu'au 25 mars.
- Redadeg : départ le 29 avril à Saint-Herblain – Arrivée le jeudi de l'Ascension 6 mai, à Locoal-Mendon.
Remise du Trophée Ronsed Mor. Grande fête populaire.
- Pèlerinage annuel des bretonnants à Sainte-Anne d'Auray, le 27 avril, dernier dimanche du mois.
- Prévoir déjà le grand rassemblement à Nantes programmé par Bretagne Réunie le 24 septembre.

Congrès du Parti Breton

samedi 23 avril de 9 heures 30 à 17 heures (environ)

Lieu : Centre des Congrès de Dinan (Centre ville) – Parkings à proximité.

Déjeuner sur place. Prix par participant : 25 euros, sauf étudiants ou sans emploi : 10 euros.

Co-voiturages à organiser dans les fédérations

Renouvellement des cotisations :

Le Parti a besoin de vos cotisations et dons avant l'arrivée du Congrès pour des raisons financières et aussi d'organisation, chacun devant être à jour pour ce jour-là.

Ci-joint vous trouverez un document destiné à vous aider dans le choix de vos versements.



Holl-a-unan – Bevet Breizh